

Le chaos irakien

D'ici quelques semaines, la population irakienne sera appelée par referendum à voter sur le projet de constitution. Selon le militant de gauche irakien Salam Ali, de passage à Montréal dans le cadre des journées d'Alternatives, le projet actuel n'est pas vraiment acceptable du point de vue de la démocratie et des droits de la personne.

Une grande régression

« Les droits des femmes, par exemple, sont inscrits d'une manière qui est une véritable régression par rapport à la loi du statut personnel de 1959 », explique-t-il. Dans le nouveau projet de constitution, les femmes sont soumises aux tribunaux islamiques en ce qui concerne des questions comme le divorce et l'héritage. Selon Salam Ali, des pressions de dernière heure de la part de groupes de femmes ont permis d'amoindrir les dimensions islamistes du projet, mais il s'agit de tout cela se fait de manière secrète et sans consultation de la population ». « Les partis shi'ites et kurdes négocient privément entre eux, laissant en dehors du processus les Parlementaires et

la société civile ». Selon Salam Ali, « l'occupation américaine de l'Irak, loin de nous rapprocher de la démocratie, nous en éloigne. Le résultat est un véritable désastre ».

La stratégie américaine

La politique américaine, commente Salam Ali, « alimente les conflits intercommunautaires ». Shi'ites, Sunnites, Chrétiens, Kurdes, bien que se référant à des réalités historiques, sont construits comme des groupes s'excluant les uns et les autres, alors que « dans l'histoire de notre pays, ce sont davantage les clivages politique et sociaux qui ont pris le dessus sur les clivages communautaires.

Encore aujourd'hui, il est absurde de parler d'une « communauté » sunnite ou shi'ite alors que les lignes de fractures passent ailleurs. Par exemple entre ceux qui s'opposent au retour de la dictature de Saddam et ceux qui l'espèrent (les Sunnites sont divisés sur cette question) ; entre ceux qui veulent un projet intégriste et ceux qui s'y opposent (plusieurs partis implantés parmi les shi'ites se divisent sur cette question) ; entre ceux qui voudraient le démantèlement de l'Irak et ceux qui veulent la reconstruire sur des bases fédéralistes (ce

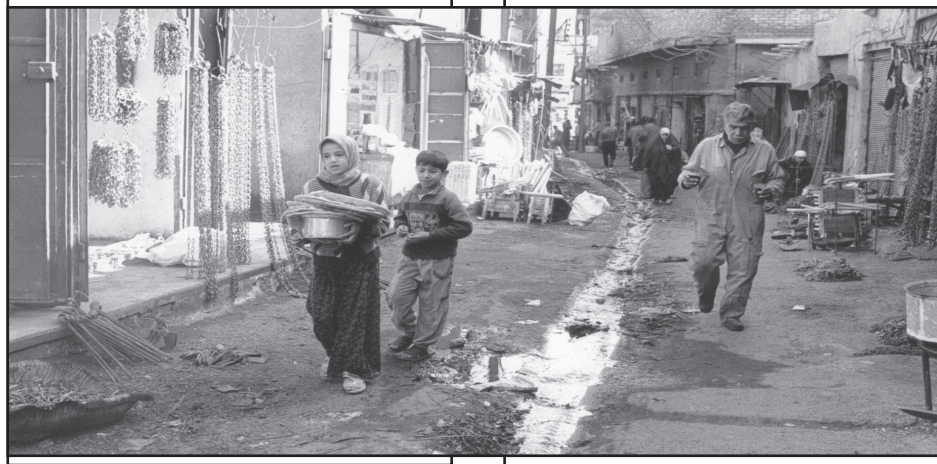
sont des contradictions qui existent notamment chez les Kurdes).

La gauche irakienne craint également les pourparlers plus ou moins secrets qui se poursuivent entre les Etats-Unis et les restants du régime de Saddam. « Ceux-ci voudraient en échange de cesser la guerre reproduire le précédent régime anti-démocratique et ultra-centralisateur ». Selon Salam Ali, « Washington estime cette option valable si elle permettrait une pacification du pays ».

Les tempêtes à venir

Entre-temps, la population est épuisée, non seulement des crimes perpétrés par l'occupant et les « Jihadistes », mais également du fait que l'infrastructure de base comme l'eau et l'électricité reste toujours largement paralysée. Selon une enquête réalisée par l'ONU en juillet dernier, la colère de la population est immense et se retourne contre l'actuel gouvernement. Des groupes radicaux de tendance islamiste comme celui de Moqtada al-Sadr connaissent une forte croissance.

Pierre Beudet



lettre du vendredi

30 septembre 2005

BULLETIN DES MEMBRES D'ALTERNATIVES

Des nouvelles du Niger

Le Niger fait toujours face à une situation très difficile sur le plan social, avec la famine qui frappe plus de 4 millions de personnes. Devant cette situation, nous avons beaucoup dénoncé le mutisme du gouvernement nigérien, l'absence d'une politique agricole susceptible d'assurer l'autosuffisance alimentaire, les politiques d'ajustement qui ont abouti à la famine, etc. C'est important, mais il est clair que nous ne pouvons pas nous en tenir à la dénonciation. Il faut faire quelque chose. À Alternative, nous pensons qu'il serait important d'organiser un forum sur la question de la politique agricole au Niger. Il s'agira non seulement de faire le bilan des politiques suivies jusqu'ici, mais aussi de faire des propositions alternatives. C'est notre rôle de mobiliser les citoyennes et les citoyens afin qu'ils se battent pour la prise en compte par les décideurs de ces politiques. Après quoi, nous porterons la question de la famine au Forum Social mondial polycentrique de Bamako en janvier 2006.

Moussa Tchangari, directeur d'Alternatives au Niger



Bilan des Journées Alternatives

L'équipe mobilisation-communication a amorcé un bilan des Journées Alternatives qui devrait se continuer dans les prochaines semaines. Quelques points positifs ressortent actuellement du bilan préliminaire: mobilisation des réseaux et des organisations, participation de plusieurs dizaines de personnes qui étaient avec nous pour la première fois. Cette activité a également permis une plus grande visibilité dans la région montréalaise. De plus, les commentaires concernant la qualité de la programmation, incluant les invitéEs et les interventions elles-mêmes, ont été excellents.

Quelques points négatifs ont jusqu'à maintenant été relevés : nostalgie de la formule en campagne, qui permettait à notre noyau de militants de se connaître et moins de possibilités de réseautage, dû à l'éclatement des lieux.

La réflexion va se continuer et des recommandations seront émises par les différentes instances d'Alternatives. Nous vous invitons chaudement, en tant que membre, à partager avec nous vos commentaires et suggestions en vue de la prochaine édition, en écrivant à alternatives@alternatives.ca.

En attendant, nous vous invitons à consulter notre site Internet. Des entrevues avec nos invitéEs sont actuellement disponibles.

www.alternatives.ca

ALTERNATIVES

MONTRÉAL
3720, avenue du Parc, bureau 300
Montréal (Québec) H2X 2J1

Tél. : (514) 982-6606
Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC
266, rue Saint-Vallier Ouest,
Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000
Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca

www.alternatives.ca

10 ANS

Alternatives
... pour un monde différent

À venir ...

Colloque «Les ressources et les conflits»

L'Observatoire international de géopolitique de l'UQAM organise les 29 et 30 septembre un grand colloque sur les conflits liés aux ressources naturelles qui abondent dans le monde actuellement. Plusieurs conférenciers de grand renom dont l'Américain Michael Klare (collaborateur du Monde diplomatique) et qui a bien documenté la stratégie américaine pour verrouiller les ressources de pétrole et de gaz dans l'«arc des tempêtes» (de Jakarta à Alger).

Vous trouverez les détails du programme sur le site internet suivant :

www.dandurand.uqam.ca

Conférence du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

En prévision du prochain Sommet des Amériques en Argentine le mois prochain, le RQIC organise un forum sur les perspectives des mouvements sociaux face à l'intégration des Amériques, les 30 septembre et 1er octobre prochain à l'UQAM. Pour information et inscription :

Inscriptions : 382-2266 (poste 222)

Soirée de réflexion d'Alternatives à Québec

Les membres d'Alternatives - et ceux et celles qui veulent le devenir! - sont invités à participer à une soirée de réflexion sur la place de l'organisme au Québec et dans le monde, en vue de l'Assemblée Générale Annuelle qui aura lieu le 22 octobre à Montréal.

Nous vous attendons mardi le 11 octobre, à compter de 19h, au bureau d'Alternatives à Québec : 266 St-Vallier Ouest.

Pour de plus amples informations et les inscriptions, contactez Marie-Noëlle ou Antoine au 521-4000.

La prostitution et la mondialisation

Rares sont les analyses qui intègrent dans la dynamique de la mondialisation capitaliste l'essor des marchés sexuels et leur impact sur les femmes et les enfants. La victoire du néolibéralisme dans les années 1980 va de pair non seulement avec une accélération de la soumission à la monétarisation des rapports sociaux, visibles particulièrement dans les industries du sexe, mais également avec une légitimation accrue de l'aliénabilité des corps, de leur marchandisation. La prostitution et son corollaire, la traite des femmes et des enfants à des fins de prostitution, sont considérés par nombre d'États comme des moyens de développement économique.

Ce «secteur» de l'économie mondiale en pleine expansion produit des déplacements importants de population et génère des profits mirobolants. Des millions de femmes, d'adolescents et d'enfants vivent dans les districts «chauds» des métropoles de leur propre pays ou dans ceux de pays voisins ou lointains. Les plus touchés proviennent principalement des pays du Sud et plus récemment, de l'Est. Ils constituent la source des rentes les plus profitables de l'économie mondiale.

Sur tout cela, vous trouverez dans la dernière livraison de la revue Alternatives Sud de quoi nourrir votre réflexion. (Sommaire et résumés sur www.cetri.be)

Le Canada déçoit à l'ONU

L'Assemblée générale de l'ONU la semaine passée qui devait être un moment de relance et de mobilisation pour «réinventer» le multilatéralisme a accouché d'une souris : des vœux pieux, une réforme avortée et reportée, la rhétorique creuse de la «lutte contre le terrorisme» et surtout, un clair refus de s'engager sérieusement dans la lutte contre la pauvreté dans le monde via des actions concrètes et ciblées. Le Premier Ministre Martin, notamment, n'a pas été capable de fixer des échéanciers et des cibles précises, notamment sur le fameux 0,7% du PNB. Très décevant, selon le Conseil canadien de la coopération internationale.

Minuit moins cinq à Gaza

Dans les rues décrépites de la ville, les affiches à la gloire des martyrs abondent. «Nous avons bouté les agresseurs de Gaza, et demain nous ferons de même à Jérusalem s'exclame un fedayin sur une grande surface multicolore et resplendissante. Rencontrés ici et là cependant, les Gazaéens n'ont pas vraiment l'âme à la fête. «Il est vrai, affirme le docteur Iyad Sarraj, que le départ des 8000 colons militarisés est un événement qui peut rouvrir la porte au processus de paix». Mais même les optimistes comme le docteur Sarraj qui s'occupe d'enfants traumatisés ont le triomphe modeste. Selon plusieurs, le retrait israélien pour le moment a «élargi la cage» qui est devenue Gaza depuis quelques années. L'encerclement de cette étroite bande de terre le long de la Méditerranée est pour le moment total par terre et par mer, ce qui fait de ce territoire -qui compte parmi les plus densément peuplés au monde- une sorte de grande prison à ciel ouvert.

La misère

Sous l'égide de la main de fer d'Ariel Sharon, les Palestiniens ont payé la note. Déjà pauvre et démunie, la population a été clochardisée et rejetée dans la misère. Plus de 50% des gens sont sans emploi depuis que les passages vers Israël sont fermés. L'économie locale est absolument incapable d'absorber ce surplus, d'autant plus que depuis l'occupation de 1967, Gaza était le réservoir de main-d'œuvre à bon marché de Tel-Aviv. Dans plusieurs camps de réfugiés (Gaza est surtout peuplé de réfugiés palestiniens de 1948 et de 1967), la malnutrition et l'absence de services de base créent une situation qui se compare à celle des régions les plus pauvres de l'Égypte et du Soudan.

Le cercle vicieux

En fermant Gaza au monde, Ariel Sharon avait invoqué la nécessité de préserver Israël de la menace terroriste. Plus tard comme en septembre dernier, les incursions israéliennes ont littéralement pulvérisé le peu d'infrastructures qui restait à Gaza, notamment au nord et au sud du territoire palestinien. Ces «punitions collectives» ont jeté à la rue des milliers de résidents, comme à Rafah le long de la frontière avec l'Égypte. Cependant, loin de détruire l'infrastructure de la résistance, ces actions ont fait encore plus basculer la population dans le camp de Hamas. Les attaques contre les colons et les soldats se sont multipliées et diversifiées (comme l'utilisation de missiles primitifs). Certes, les attentats terroristes contre les civils israéliens ont diminué. Mais selon les analystes, c'est moins à cause de l'encerclement que par suite d'une réorientation tactique de la résistance armée. Cercle vicieux sans fin, l'enfermement et la répression des Palestiniens nourrissent un conflit qui risque de s'éterniser au-delà du retrait de Gaza.

L'encerclement

Les optimistes palestiniens espèrent que l'évolution récente permettra d'avancer et que cela ne sera pas une simple manœuvre israélienne pour gagner du temps. Le fait est qu'Ariel Sharon veut se servir de tout cela pour gagner les prochaines élections au moment où l'opposition dans son propre parti lui souffle dans le cou. Pour qu'il y ait une réelle ouverture cependant, il faut que le gouvernement israélien aille plus loin, notamment en ouvrant les portes de Gaza et en permettant le retour des travailleurs palestiniens. Le désenclavement de Gaza est indispensable pour y ramener un minimum de prospérité, une opinion partagée par l'ex-président de la Banque mondiale, James Wolfenson, mandaté par le Quartette (États-Unis, Union européenne, ONU et Russie) pour aider les Palestiniens à construire un État viable. Il concentre présentement ses efforts sur un projet de «passages sécuritaires» entre Gaza et Israël d'une part, entre Gaza et l'Égypte d'autre part. Mais selon un responsable palestinien impliqué dans ces négociations (qui préfère l'anonymat), le gouvernement israélien n'est pas prêt à concéder sur cela.

La Cisjordanie sous pression

Détendre la situation impliquerait aussi des mesures audacieuses en Cisjordanie où les Palestiniens sont encore plus nombreux. Or celle-ci est en train d'être enfermée par le Mur et une série de fortifications militaires qui rendent la vie quotidienne infernale. Se déplacer de Jérusalem-est vers Ramallah (15 kilomètres) est une quasi-impossibilité pour la majorité des gens. Les grandes villes du nord de la Cisjordanie comme Naplouse, Qalqilia ou Jénine sont des enclaves entourées de check-points et de colonies militarisées. Si on veut une Palestine viable pourtant, la continuité territoriale entre les diverses parties des territoires occupés est une nécessité, y compris avec Jérusalem-Est, où résident plus de 250 000 Palestiniens et qui constitue à bien des égards le poumon des territoires. Bonne nouvelle à cet effet, des pressions américaines ont été exercées pour arrêter la construction de la colonie de Male Adumin autour de Jérusalem. Cette colonie si elle est élargie aura pour effet de verrouiller presque totalement la ville qui est pour les Palestiniens leur capitale. «Mais il faudrait aller beaucoup plus loin» affirme Mustafa Barghouti, porte-parole de l'Initiative nationale, qui cherche à relancer le mouvement démocratique et la lutte contre l'occupation par des moyens non-violents. «On a l'impression qu'Ariel Sharon veut coincer le gouvernement de Mahmoud Abbas et le transformer en gérant d'une occupation dont seulement les formes, et non le contenu, auraient changé».

Le facteur Hamas

Pendant ce temps sur le terrain, on ronge son frein. Des milliers et peut-être plus encore de jeunes Palestiniens n'ont d'autre rêve que de devenir des «shahid» (martyrs), à l'image des guérilleros sur les affiches de Gaza. La plupart du temps cependant, le rêve devient

un cauchemar puisque les attentats ne font qu'envenimer une confrontation déjà bien trop violente. Lors des dernières élections, Hamas a remporté la majorité des suffrages à Gaza et dans plusieurs localités de Cisjordanie. Cette progression résulte en partie du fait que le mouvement intégriste est considéré comme celui qui peut résister ; en partie aussi parce que Hamas a su canaliser un vote de protestation contre l'inefficacité et la corruption du gouvernement palestinien précédent. Des militants pacifistes israéliens comme Michel Warshavsky estiment cependant que l'avancée de Hamas fait bien l'affaire de Sharon puisqu'il se voit conforté dans son refus de négocier avec les Palestiniens.

Bombe à retardement

Il est prévu que les Palestiniens retourneront aux urnes en janvier prochain. Du côté du gouvernement palestinien et du Fatah (principal parti auquel appartient Mahmoud Abbas), l'angoisse est perceptible. «Nous avons six mois pour faire nos preuves» affirme un ministre palestinien qui appartient à la nouvelle génération de technocrates qui est en train de remplacer peu à peu les leaders historiques de l'OLP. L'équipe d'Abbas sait qu'elle doit «livrer la marchandise», améliorer la vie des gens, avancer vers la paix. Pour gagner la bataille contre Hamas, le gouvernement palestinien veut surtout éviter des dérapages qui pourraient mener à la répression et à la guerre civile, à l'encontre des pressions de Tel-Aviv et de Washington qui voudraient qu'Abbas détruise physiquement le mouvement islamiste. Ce qui pour la plupart des Palestiniens serait une catastrophe, pas nécessairement parce qu'ils aiment Hamas, mais parce qu'ils craignent la division et éventuellement une dictature dont le mandat serait surtout de collaborer avec les forces d'occupation, et non de ramener une paix durable et respectueuse des droits.

Une chance à ne pas rater

L'autorité palestinienne doit donc obtenir une certaine marge de manœuvre. Si tel n'est pas le cas, il y a un fort risque que le désengagement de Gaza ne soit qu'une pause temporaire du conflit et une répétition du terrible échec de l'accord d'Oslo. Au début des années 1990, les Palestiniens qui dans leur majorité espéraient dans la paix ont vu des gouvernements israéliens successifs intensifier la colonisation (doublement des colons de 200 000 à 400 000), empêcher les Palestiniens de reprendre le contrôle réel des territoires occupés et maintenir la répression. Quelques années plus tard, les attentats reprenaient et en 2000 à la suite de la provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, c'était le recommencement de l'Intifada. Le processus de paix, et pas des mesures unilatérales de la part du gouvernement israélien, doit donc redémarrer sur des bases solides. C'est ce qui empêchera le scénario du pire, à commencer par un énorme chaos dans un Gaza enfoncé chaque jour davantage dans la misère et le désespoir.

Pierre Beaudet